

LES PROGRÈS DU FINANCEMENT PUBLIC

par HENRY LAUFENBURGER

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

Les budgets publics augmentent d'année en année dans tous les pays, non pas seulement en montant nominal, mais encore en valeur absolue. En France, l'Etat prévoit pour 1951 une dépense globale de 2.612 milliards. En fixant le coefficient de dépréciation monétaire à 150 par rapport à 1913 on en arrive à 17,4 milliards, alors que le budget de cette année ressort à 5 milliards de francs.

Deux raisons expliquent essentiellement le gonflement des budgets de l'Etat: d'une part l'extension de la sécurité sociale, d'autre part les investissements publics.

Deux documents récents mettent en évidence les progrès sensationnels de l'investissement public. Le Bulletin du Ministère français des Finances nous apprend qu'en 1948, les 800 milliards d'investissements globaux se répartissaient ainsi:

	milliards
Autofinancement des entreprises	100
Emissions et crédits bancaires	118
Fonds publics	535
Crédits publics	47

Pour l'Angleterre, le livre blanc n° 7933 qui se réfère à l'année 1949 fournit un tableau du même ordre. Les 1.350 millions d'investissements effectués (après la constitution de 800 millions de provisions pour l'amortissement) pendant les douze mois se subdivisent ainsi:

	millions	%
Autofinancement	525	34,5
Epargne individuelle	175	11,5
Excédents budgétaires et impôts sur le capital	830	54
	<hr/>	<hr/>
	1.530	100

En raison de la nationalisation très avancée et des engagements pris à la suite des dommages

de guerre de la reconstruction, les pouvoirs publics ont assumé dans les deux pays de lourdes responsabilités financières: l'équipement des industries du secteur public, la reconstruction de la propriété privée. Or l'économie collective se procure les capitaux nécessaires à l'investissement tout autrement que l'économie privée. L'Etat ne peut plus compter sur l'épargne individuelle qui a été amputée et découragée par la dépréciation monétaire et par l'extension de la prévoyance publique.

En France, l'or apparaît plus attrayant que les valeurs même à revenu variable qui, en raison de la dépression de la bourse, ont un rendement moyen de 5,5%. Si les 2.600 tonnes de métal jaune thésaurisé auprès des particuliers étaient converties en valeurs étrangères, l'opération rapporterait à l'économie française quelque 60 milliards de francs en devises par an. La hausse du prix consécutive au réarmement et qui atteint déjà 16% en France (au détail) depuis un an, confère un nouvel attrait à l'assurance-or contre le risque papier. La Sécurité sociale qui absorbe en France plus de 800 milliards de francs par an (12% du revenu national) et en Angleterre 600 millions de livres (5% du revenu national) rend superflue une autre forme d'épargne, celle constituée comme réserve de consommation. Et ce qui est plus particulièrement grave, le Français comme l'Anglais désapprennent d'épargner, d'autant plus facilement que l'exorbitance des prélèvements fiscaux leur rend la tâche impossible.

Et voici l'une des sources de l'investissement public: l'impôt qui, en Angleterre, dégage dans son ensemble un fort excédent budgétaire disponible pour la formation de capitaux et qui, en France, est affecté sous quelques uns de ses aspects (taxe sur le chiffre d'affaires, contributions sur les bé-